

OMC

Genève

Avis de vacance n° 392

Le Secrétariat de l'OMC désire pourvoir un poste de Conseiller à la Division de la propriété intellectuelle. Toutes les personnes qualifiées, sans distinction de sexe, sont invitées à présenter leur candidature. Les fonctionnaires du Secrétariat que ce poste intéresserait sont également invités à présenter leur candidature.

TITRE ET CLASSE:	Conseiller – Classe 10 ¹
TRAITEMENT DE DÉPART:	Environ 131 000 francs suisses net par an
AUTRES CONDITIONS:	Conformément au Statut du personnel et au Statut du Régime des pensions de l'OMC Les fonctionnaires qui ne sont pas recrutés sur le plan local bénéficient d'un ensemble de prestations liées à l'expatriation.
NATURE DE L'ENGAGEMENT:	Engagement de durée déterminée (deux ans) avec possibilité de prolongation
FONCTIONS GÉNÉRALES:	Les fonctions de ce poste sont liées aux responsabilités de l'OMC dans le domaine de la propriété intellectuelle, en particulier à celles qui découlent de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Le titulaire devra participer aux travaux du Secrétariat portant sur tous les aspects de l'Accord sur les ADPIC, mais il sera plus particulièrement chargé de travaux en rapport avec les dispositions de l'Accord relatives aux brevets et aux questions connexes, notamment la biotechnologie, la protection des variétés végétales et les secrets commerciaux. Sous la supervision générale du Directeur de la Division, le titulaire sera appelé à: a) participer à la préparation, à l'organisation et au suivi des réunions du Conseil des ADPIC et des organes subsidiaires que celui-ci pourrait établir, en particulier en planifiant, en organisant et en coordonnant la préparation des documents d'information; b) exercer les fonctions de secrétaire pour les groupes spéciaux de règlement des différends, ou contribuer autrement aux travaux de ces groupes;

¹ Le poste peut être offert à une classe inférieure si le candidat retenu n'a pas toutes les qualifications requises.

- c) donner des avis et apporter une aide aux gouvernements Membres, y compris participer aux activités du Secrétariat dans le domaine de la coopération technique;
- d) contribuer aux autres travaux du Secrétariat portant sur des questions en rapport avec la propriété intellectuelle;
- e) être en contact avec d'autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, les spécialistes de la propriété intellectuelle, les milieux universitaires et d'autres parties intéressées;
- f) s'acquitter d'autres tâches, selon les besoins.

**QUALIFICATIONS
REQUISES:**

Diplôme universitaire, de préférence en droit, et études supérieures appropriées ou expérience équivalente. Connaissances professionnelles approfondies permettant au titulaire d'exécuter efficacement les tâches décrites ci-dessus. Outre qu'ils devraient s'intéresser de manière générale à la politique commerciale et à la propriété intellectuelle, les candidats doivent posséder des connaissances et une expérience (dix ans²) notamment en droit national et international des brevets ainsi que dans les domaines de la biotechnologie, de la biodiversité et de la protection des variétés végétales.

Aptitude à rédiger rapidement en termes clairs et concis, à établir et à entretenir de bonnes relations de travail avec les collègues et fonctionnaires gouvernementaux de différentes nationalités.

LANGUES:

Excellente connaissance de l'anglais ou du français et bonne connaissance de l'autre langue. Une bonne connaissance pratique d'autres langues, en particulier l'espagnol, serait un atout.

CANDIDATURES³:

Un formulaire de candidature peut être téléchargé à partir du site Web de l'OMC – www.wto.org – ou demandé à l'adresse suivante:

Division du Personnel
OMC
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne
1211 Genève 21
Suisse

Fax: +41 22 739 57 72

Les formulaires dûment remplis doivent être retournés à l'adresse susmentionnée.

**DATE LIMITE POUR
LE DÉPÔT DES
CANDIDATURES**

24 août 1999

² Les candidatures des personnes qui comptent un moins grand nombre d'années d'expérience, mais qui possèdent une formation exceptionnellement solide, seront aussi prises en considération.

³ Seules seront acceptées les candidatures de ressortissants d'États Membres de l'OMC.